



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE GAP



SOMMAIRE

- p. 2 Une croissance démographique ralentie
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE - L'emploi concurrentiel en légère baisse
- p. 4 Le profil des emplois du territoire
- p. 5 Plus de la moitié des offres d'emploi se répartit sur trois domaines professionnels
- p. 6 Une baisse du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 8 Un marché du travail en amélioration
- p. 9 La demande d'emploi en léger recul depuis un an - Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de 9 290 reprises d'emploi en 2018
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 12 1 280 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin - 64% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les POEC permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En conclusion...
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Le bassin d'emploi de Gap, au sens de Pôle emploi, couvre le périmètre de l'agence de Gap.

Les chiffres clés du territoire :

- **105 400** habitants au 1^{er} janvier 2016.
- **11 870** établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- **23 330** salariés du secteur concurrentiel à fin 2018.
- **5 420** offres enregistrées dans l'agence Pôle emploi du bassin entre juillet 2018 et juin 2019.
- **7,8%** de taux de chômage pour la zone d'emploi de Briançon au 2^e trimestre 2019.
- **10 430** demandeurs d'emploi toutes catégories au 30 juin 2019, dont 56% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- **9 300** demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 30 juin 2019, dont 12% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 11% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 1% résident en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Caroline KOHSER
Service Statistiques, Études et Évaluations

Une croissance démographique ralentie

Au 1^{er} janvier 2016, le nombre d'habitants du bassin d'emploi s'approche des 105 400 [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 26 habitants au km² (160 pour la région). Entre 2011 et 2016, la population affiche un rythme de progression moins fort que celui de la période 2006 - 2011 avec +0,4% en moyenne par an, identique à celui de la région. Cet accroissement est exclusivement dû au mouvement migratoire.

Au 1^{er} janvier 2016, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 27% de la population (28% région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est moindre dans ce territoire (10% en région). En revanche, les 55 ans et plus comptent pour plus dans le bassin (37% vs 35%). Le taux de retraités y est plus haut qu'en région, 9% contre 7%.

Tableau 2

Population active au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Gap	région	bassin de Gap
15-24 ans	218 900	4 790	10%	10%
25-54 ans	1 640 000	34 940	74%	73%
55-64 ans	348 600	7 950	16%	17%
Ensemble	2 207 500	47 690	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés et de professions intermédiaires.

Le bassin compte beaucoup moins de cadres que la moyenne régionale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : +0,5 pt pour les cadres et les professions intermédiaires. Mais la part des professionnels indépendants baisse de -0,7 pt pour les agriculteurs et de -0,1 pt pour les artisans.

Tableau 1

Recensement de la population au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Gap	région	bassin de Gap
Hommes	2 403 300	51 500	48%	49%
Femmes	2 618 600	53 900	52%	51%
0-14 ans	848 700	17 420	17%	17%
15-24 ans	554 800	10 380	11%	10%
25-54 ans	1 867 200	38 050	37%	36%
55-64 ans	641 500	14 990	13%	14%
65 ans et +	1 109 700	24 560	22%	23%
Ensemble	5 021 900	105 400	100%	100%

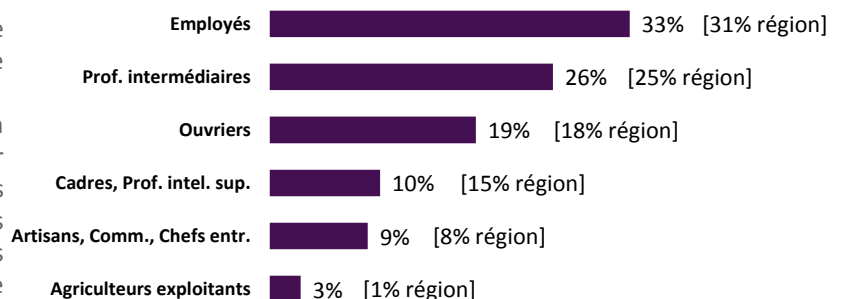
Source : INSEE, Recensement de la population

En revanche, les 55 ans et plus comptent pour plus dans le bassin (37% vs 35%). Le taux de retraités y est plus haut qu'en région, 9% contre 7%.

Le nombre d'actifs début 2016 s'approche des 47 690, soit 75% des 15-64 ans, supérieur à celui de la région (72%) [cf. [Tableau 2](#)]. La tranche d'âge des 25-54 ans parmi les actifs est inférieure dans le bassin. Par ailleurs, le taux d'activité des jeunes est supérieur à celui de la région (46% vs 39%).

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

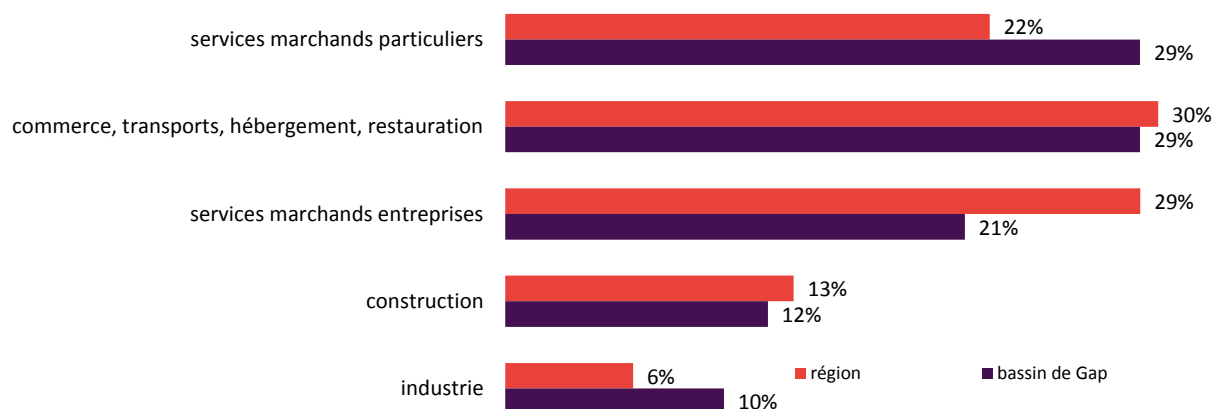


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 11 870 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est bien plus orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (88% contre 77%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services (1 point d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est inférieur à celui de la région (10% contre 12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



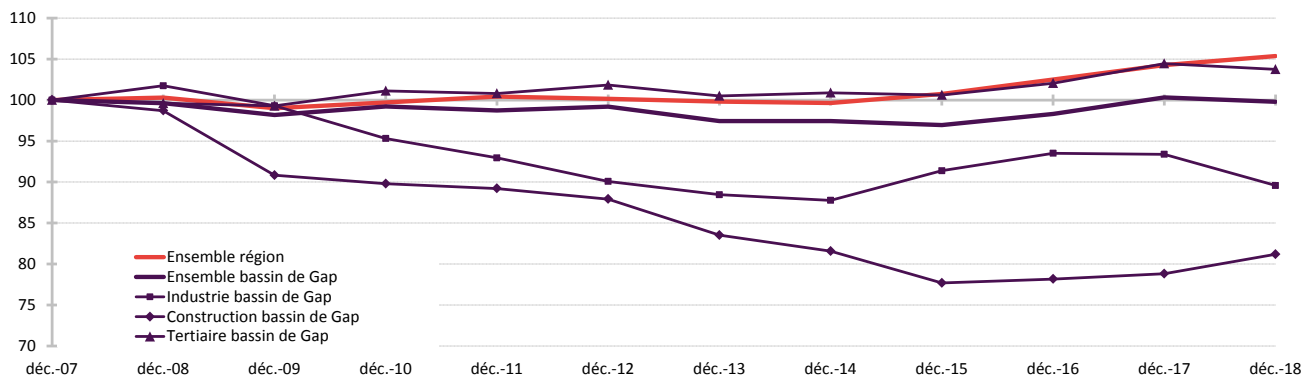
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel en légère baisse

Le taux d'emploi du bassin (66%) est plus haut que celui de la région (61%). Le nombre de salariés du secteur privé progresse de 2015 à 2017 dans le bassin [cf. Graphique 3], porté par le secteur tertiaire. En 2017, il retrouve le niveau de 2012. Le niveau d'emploi baisse de -0,5% entre 2017 et 2018. Le secteur de la construction quant à lui, n'a eu de cesse de baisser jusqu'en 2015, depuis il progresse, de +3% sur la dernière année. À l'inverse, l'industrie marque une inflexion depuis un an. À fin 2018, 3 950 établissements du secteur privé y emploient 23 330 salariés, ce qui représente 2% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2007 = 100)

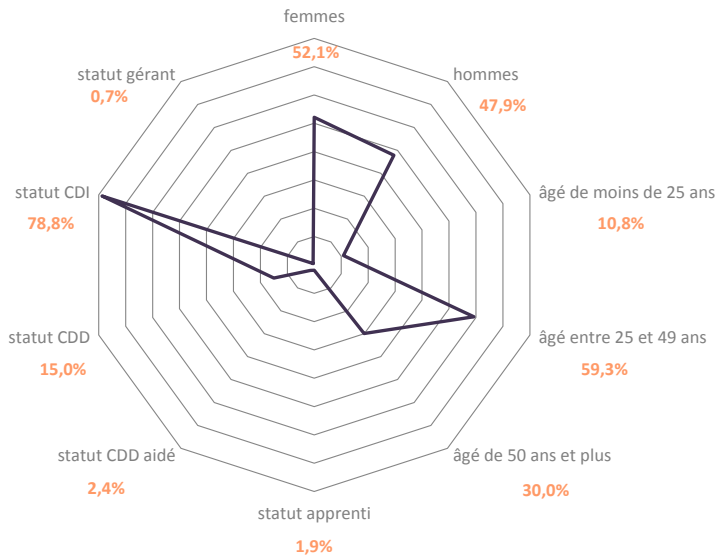


Source : ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 24 970 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 59% des cas et en CDI dans 79% des cas.

43% des femmes travaillent à temps partiel, contre 14% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Source : DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
quotité de travail de moins de 25%	5%	3%	4%
quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 50% et 75%	16%	6%	11%
quotité de travail de 75% et plus	16%	3%	10%
temps plein	57%	86%	71%

Source : DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	3 410	14%
Restauration traditionnelle	740	3%
Supermarchés	620	2%
Hôtels et hébergement similaire	590	2%
Téléphériques et remontées mécaniques	480	2%
Aide à domicile	470	2%
Activités hospitalières	430	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	410	2%
Aide à domicile	280	1%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	270	1%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	24 970	100%

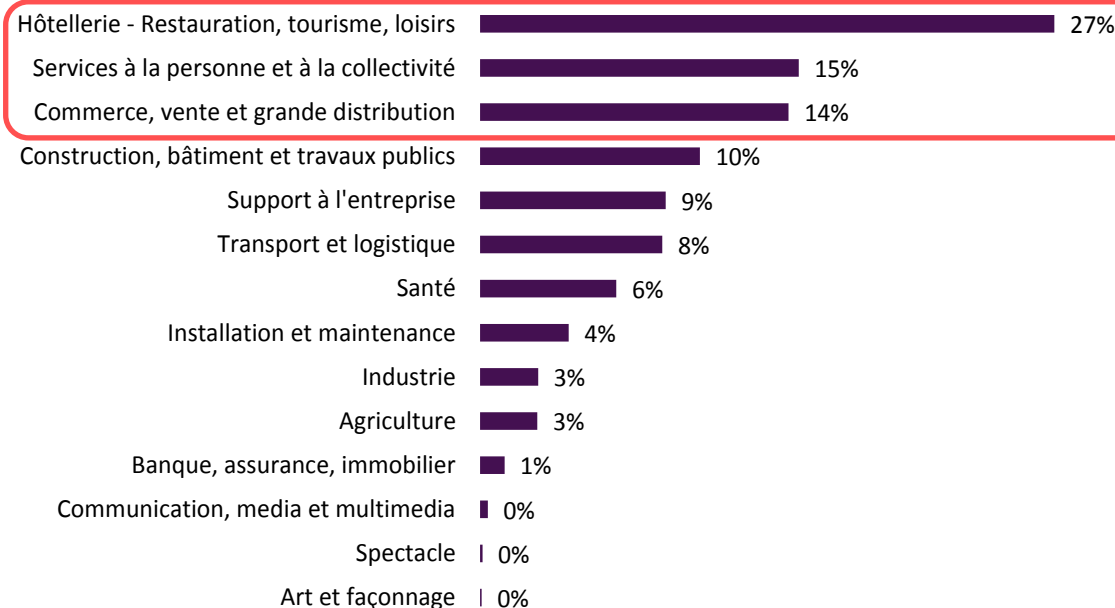
Source : DADS 2016

Plus de la moitié des offres d'emploi se répartit sur trois domaines professionnels

De juillet 2018 à juin 2019, 5 420 offres d'emploi ont été déposées dans l'agence Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 27%. Les métiers des services à la personne et à la collectivité suivent avec 15% devant le commerce, vente et grande distribution (14%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées à Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

	Volume
1 ^{er} G1602 Personnel de cuisine	330
2 ^e G1803 Service en restauration	280
3 ^e N1103 Magasinage et préparation de commandes	240
4 ^e K2204 Nettoyage de locaux	190
5 ^e D1507 Mise en rayon libre-service	140

Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

NB : Le nombre d'offres déposées à Pôle emploi pour ces 5 métiers représente 22% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Une baisse du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois baisse de -1,6% sur un an et s'établit à 58 940 unités [cf. [Tableau 6](#)]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (18 470 soit 31% des DPAE), les secteurs de l'hébergement, restauration (8 790 soit 15% des DPAE et 22% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine et action sociale (6 340 soit 11% des DPAE et 16% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ce dernier secteur utilise majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

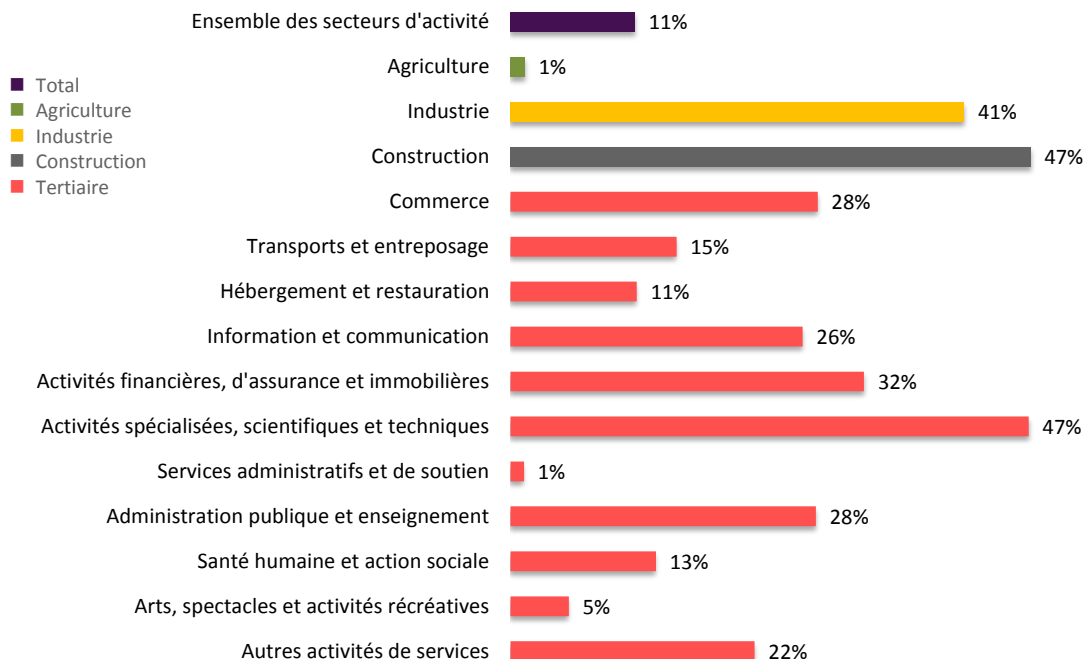
	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	21 370	36%	-12,1%
Missions intérimaires	18 830	32%	+10,9%
Contrats de six mois et plus	6 610	11%	+2,0%
- Autres -	12 130	21%	
Ensemble	58 940	100%	-1,6%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 11% des DPAE. Les entreprises de la construction et des activités spécialisées scientifiques et techniques (respectivement 3% et 2% des DPAE hors intérim) sont les secteurs qui ont le plus embauché en contrat durable (47% chacun) [cf. [Graphique 6](#)]. Le commerce et l'hébergement restauration ont eu les plus gros volumes d'embauche en contrat durable, parmi tous les secteurs.

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

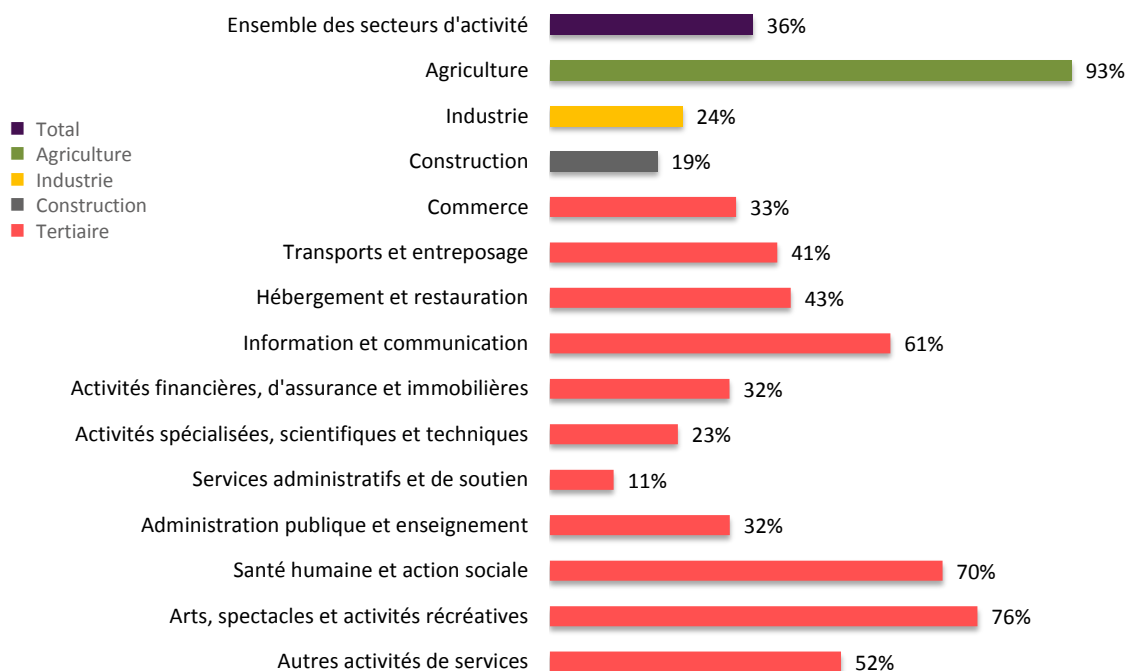
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Plus d'une DPAE sur trois concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour les secteurs dont l'activité est saisonnière, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment l'agriculture (93%) et les arts, spectacles, activités récréatives (76%).

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 progressent à nouveau cette année (+10%) et représentent plus de 12 120 embauches potentielles dans le bassin CREDOC des Hautes-Alpes.

La part de projets saisonniers dans le bassin des Hautes-Alpes est de 69% (44% en région), c'est un des bassins d'emploi le plus impacté par la saisonnalité. Les projets saisonniers sont au nombre de 8 320. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié au tourisme au sein de ce territoire et à l'agriculture. En 2019, 5 010 intentions d'embauche sont considérées difficiles par les employeurs soit 41% face au 45% pour la région.

Source : Pôle emploi - CREDOC, enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 par bassin CREDOC

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

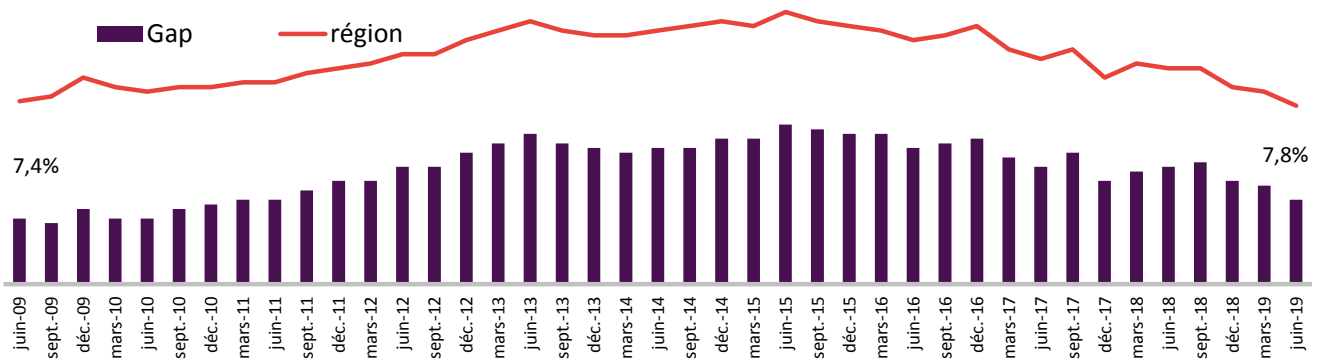


Un marché du travail en amélioration

En ayant atteint son taux maximum en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Gap a peu varié en dix ans (0,4 pt) [cf. Graphique 8] pour s'établir à 7,8%, un taux toujours inférieur à celui de la région (9,8%). L'écart avec le taux régional est de -2,4 pts en moyenne.

Graphique 8

Taux de chômage localisé sur la zone d'emploi approchant le bassin d'emploi

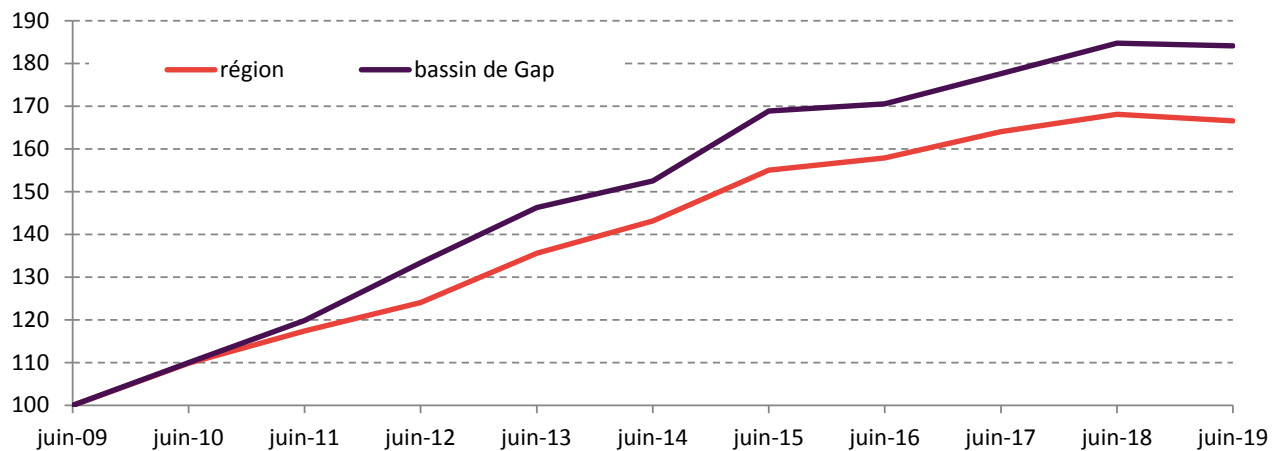


Source : INSEE, enquête Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC (à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) a été multiplié par 1,8 en dix ans. Le nombre de personnes inscrites dans l'agence Pôle emploi du bassin recule sur un an (moins 30 personnes entre juin 2018 et juin 2019). [cf. Graphique 9]. Les sorties de la liste sont supérieures aux entrées de la liste au cours des douze derniers mois. 9 300 personnes sont DEFM cat. ABC à fin juin 2019.

Graphique 9

Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

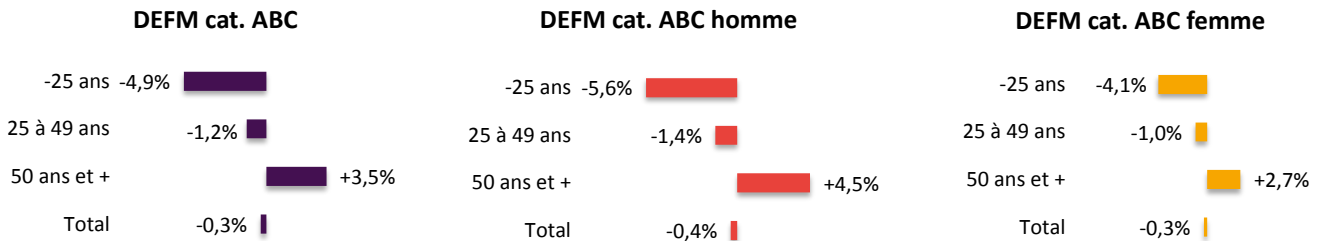


La demande d'emploi en léger recul depuis un an

La population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC n'a eu de cesse de progresser de 2009 à 2018 et ce pour toutes les tranches d'âge. Les moins de 25 ans et les personnes d'âge intermédiaire baissent depuis un an. Ils sont respectivement au nombre de 1 020 et 5 710 en ayant perdu 50 et 70 personnes. En revanche les séniors continuent de progresser depuis 10 ans, ils ont été multipliés quasiment par trois sur la période et sont au nombre de 2 570 à fin juin 2019, en ayant gagné 90 personnes sur un an. Toutes les tranches d'âges sont en parts identiques à celles de la région [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi , STMT (données brutes)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Il y a moins de personnes sans diplôme dans le bassin qu'en région (5% vs 9%). Les personnes de niveau Bac+3 et bac+2 y sont plus présentes, respectivement 17% contre 16% et 16% contre 14%. En revanche, il y a moins de bénéficiaires du RSA (12% vs 18%), plus de demandeurs d'emploi de longue durée (28% vs 26%) et de demandeurs bénéficiaires de l'obligation d'emploi (11% vs 9%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en sept ans, ce qui confirme l'enlèvement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 2 580 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2019, soit 28% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 1 410 à fin juin 2019, en baisse de -6,8% sur un an.

4 510 DELD
(≥ 1 an)
+2,4% sur un an

2 580 DETLD
(≥ 2 ans)
+8,3% sur un an

1 410 DE en ICT3
-6,8% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

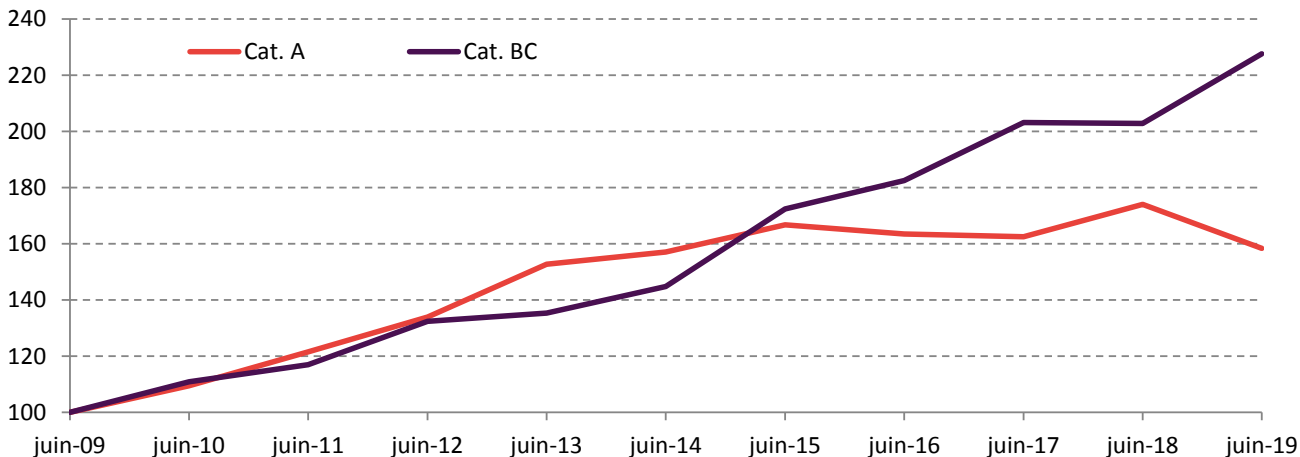


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait relativement au même rythme, qu'ils soient en activité ou non. Depuis 2015, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuit sa hausse avec une amplitude plus forte que le nombre de personnes sans activité (catégorie A), qui affiche une très nette baisse entre juin 2018 et juin 2019 [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution annuelle de la DEFM cat. A et cat. BC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Près de 9 290 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	520	+2,0%	6%
Passage en C	1 850	+6,9%	20%
AFPR / POE	70	+40,0%	1%
DPAE durable	2 240	+2,8%	24%
DPAE non durable	4 620	+1,3%	50%
Total	9 290	+2,9%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes - ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le **Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)** sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 4 430 personnes sont ciblées « PIC », soit 48% des DEFM cat. ABC [cf. [Tableau 8](#)], dans le bassin. La part de public PIC dans le bassin est nettement plus importante pour les 50 ans et plus et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Tableau 8

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	246 210	52%	116 870	45%	47%
Moins de 25 ans	54 640	11%	27 540	11%	50%
50 ans et plus	133 610	28%	84 400	33%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	225 800	47%	125 040	49%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 330	9%	30 260	12%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	74 200	16%	51 270	20%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	477 010	100%	257 460	100%	54%

bassin de Gap	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	4 830	52%	1 960	44%	41%
Moins de 25 ans	1 020	11%	480	11%	47%
50 ans et plus	2 570	28%	1 460	33%	57%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	4 510	48%	2 190	49%	49%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 040	11%	680	15%	65%
Ensemble des DEFM cat. ABC	9 300	100%	4 430	100%	48%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)

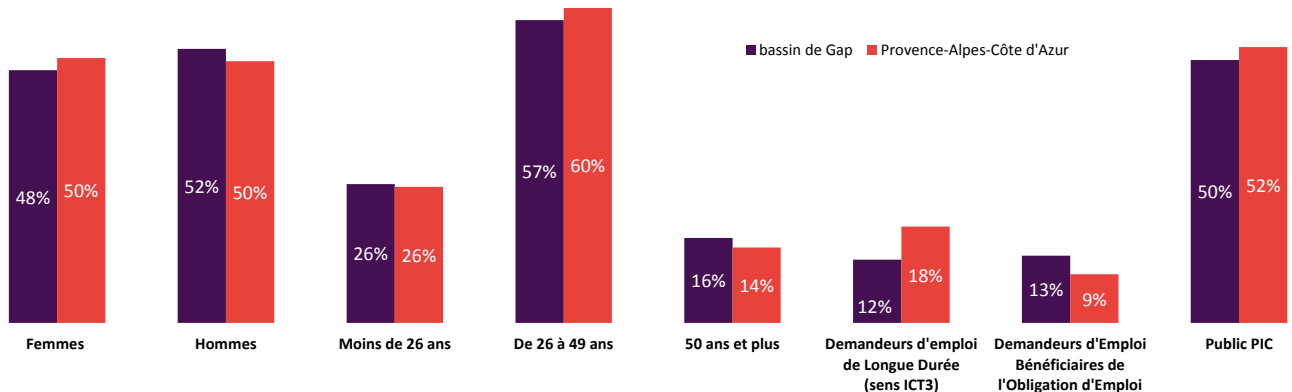


1 280 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, 1 280 demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin sont entrés en formation. Le bassin représente 2% des entrants en formation de la région. La part des hommes et des personnes de 50 ans et plus y sont plus présentes qu'en région tandis que la part de public PIC y est moindre compte tenu du niveau de formation des demandeurs d'emploi du bassin. Les demandeurs d'emploi de longue durée y sont également moins présents [cf. Graphique 13].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin

56% des formations dans le bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) et les formations du conseil régional sont les plus prescrites dans le bassin (30% contre 34% et 20% en région). Les autres actions de formation suivent avec 14% des aides (11% pour la région) [cf. Graphique 13], juste devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 12% des aides contre 19% dans la région. Les principaux domaines de formation sont l'échange et gestion avec 24% les services aux personnes avec 16%, et la formation générale, lettres, langues avec 17%. Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 9] représentent plus de six entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

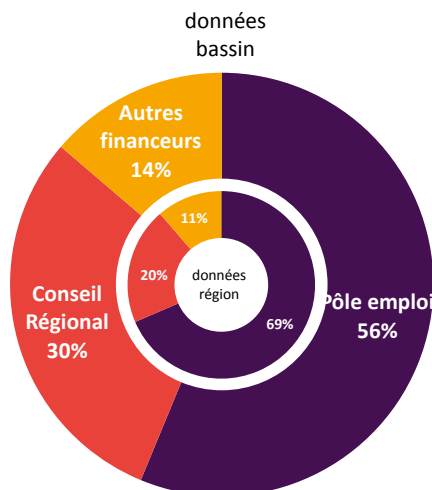


Tableau 9

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Échange et gestion	310	24%
Services aux personnes	210	16%
Formation générale, lettres et langues	220	17%
Information, communication	70	5%
Sciences humaines, économie, droit	50	4%
Ensemble des entrées	1 280	100%

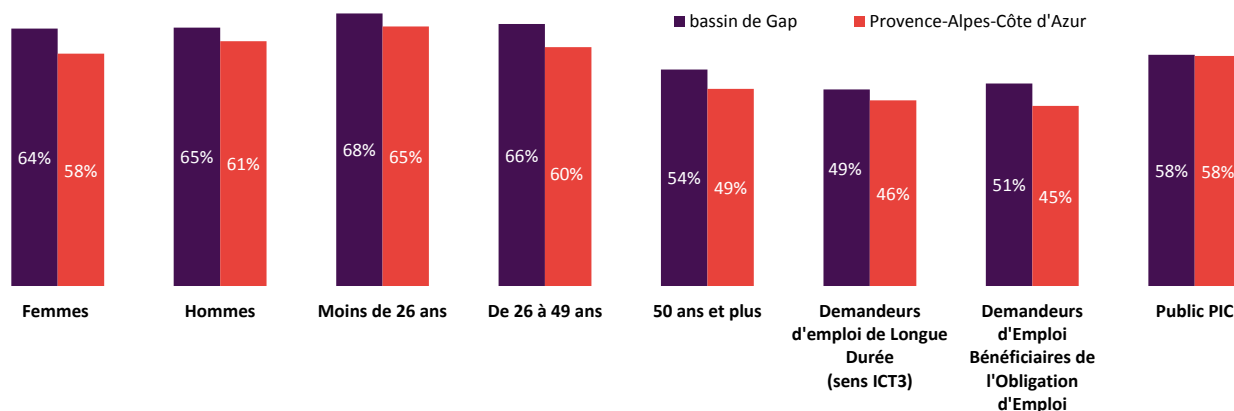
Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

64% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Gap, près de 820 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 64% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], tous accèdent plus favorablement à l'emploi sur ce bassin, hormis le public PIC dont le retour à l'emploi est identique à celui de la région.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les AFPR et les POEC permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2018 [cf. Graphique 15]. Les Actions de Formation Préalables au Recrutement (AFPR) et les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (POEC) ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 94% et 89%. Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont les services aux personnes (65%) et l'échange et gestion (84%) [cf. Tableau 10].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2018

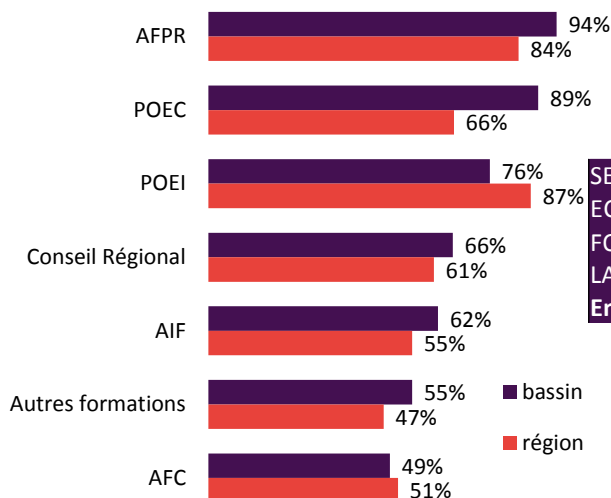


Tableau 10

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
SERVICES AUX PERSONNES	65%	250
ECHANGE ET GESTION	84%	150
FORMATION GENERALE, LETTRES ET LANGUES	46%	130
Ensemble des sorties	64%	820

Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 72% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans le département du bassin. Pour 1%, ils se dirigent vers les départements alpins limitrophes à savoir l'Isère et la Savoie [cf. Tableau 11].

Tableau 11

Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le bassin en 2018



Département de travail (>1%)	
Hautes-Alpes	72%
Alpes-de-Haute-Provence	15%
Bouches-du-Rhône	2%
Savoie	1%
Isère	1%

Aide à la lecture :

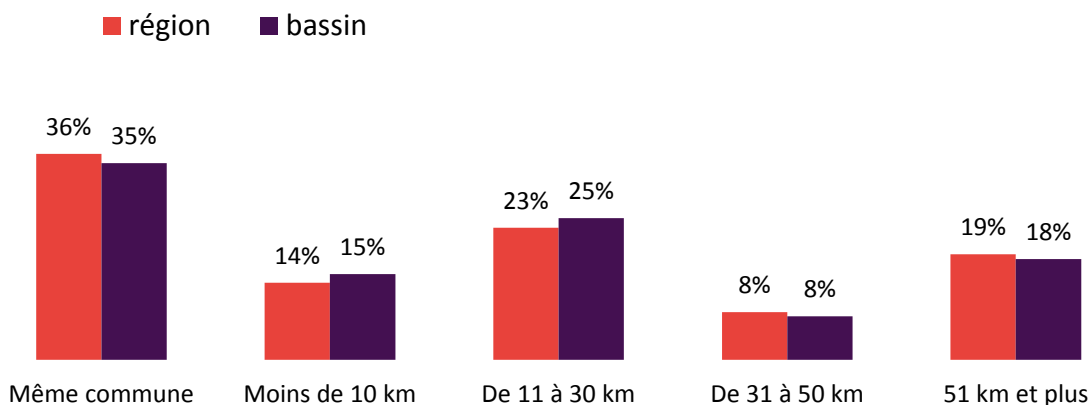
15% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin d'emploi en 2018 ont trouvé un emploi dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. La mobilité géographique des demandeurs d'emploi de ce bassin retrouvant un emploi est assez proche de celle de la région. Un peu plus d'un tiers retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), et 18% ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile, pratiquement un sur cinq comme en région [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

En conclusion...

Le niveau de qualification des résidents du territoire est légèrement plus bas que celui de la région, mais les personnes qui se retrouvent à la recherche d'un emploi, ont une formation légèrement plus élevée.

Plus marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (88%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce embauche encore plus que l'année dernière en contrat durable.

Avec un taux de chômage en deçà de celui de la région, le marché du travail local est en amélioration depuis un an. Le manque de ressources affectant les personnes en recherche d'emploi est moins important sur le bassin qu'en région, 12% des demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin perçoivent le RSA, contre 18% en région.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 72% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans le département et 18% un emploi à plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, 1 280 demandeurs d'emploi du bassin sont entrés en formation. 64% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

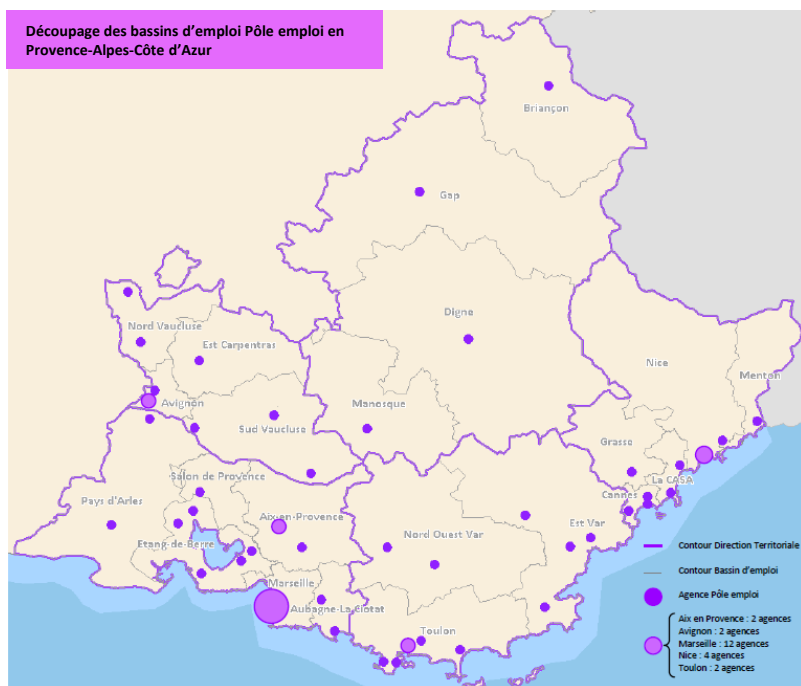
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://la_page_régionale_de_www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
34 rue Alfred Curtel
13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

